



Bientôt, le SNPDEN va nous faire croire qu'en allégeant le bac, l'Etat va combler son déficit !

Quand un gouvernement veut réformer les retraites, il fait publier un document apocalyptique rédigé par le COR, (Conseil d'Orientation des Retraites). Cette institution établit un constat dramatique de l'état du dossier, et fait des propositions pour une réforme drastique, dont l'effet est une levée de boucliers de toutes les forces sociales concernées. Le gouvernement observe les réactions, ouvre une négociation, amende les propositions du COR pour les rendre plus acceptables, et souvent ... ça marche. En effet les acteurs sortent soulagés des négociations : ils ont évité le pire !

Quand ce gouvernement veut reformer le bac *«il ne faut pas considérer que le bac est gravé dans le marbre à jamais»* (déclaration de Vincent PEILLON du 6 juin 2013), il s'adresse à une autre officine, dénommée le SNPDEN¹, qui publie à grands renforts de publicité une étude sur le coût de cet examen : 1,5 M€, et propose de le réformer. Le gouvernement observe les réactions des forces sociales concernées ... et espère que là aussi, "ça va marcher".

Dans cette démonstration, sont prises en compte les suppressions de cours rendues nécessaires pour organiser les examens : et pourquoi ne pas compter aussi les heures de cours perdues à cause des non-remplacements des enseignants ? Sur les 1,5 M€, 1,4 proviennent de 3 semaines de cours en moins en juin. Cette évaluation est discutable.

Bref, au moment où tous les professeurs et les personnels de direction attendent que des mesures soient prises pour corriger les nombreux désordres générés par une abondance d'épreuves (langues vivantes par exemple), le ministre et ses soutiens s'associent aux multiples attaques que subit le baccalauréat. Il s'agirait d'alimenter les « rumeurs » sur la remise en cause du baccalauréat comme examen ponctuel et anonyme et premier grade universitaire qu'on ne s'y prendrait pas autrement !

iD-FO, en accord avec sa fédération la FNEC FP-FO, attend à l'inverse du ministre qu'il apporte toutes les garanties sur la pérennité du baccalauréat et apporte des solutions aux difficultés de son organisation dont ne sont responsables ni les personnels enseignants ni les personnels de direction. Chacun prend ses responsabilités. iD-FO prend les siennes et souhaite que la réflexion sur les examens soit ouverte avec sérénité en évitant les excès et la passion.

Le secrétariat général

¹ Dans un communiqué du 10 juin : *« le SNPDEN estime que le baccalauréat doit être une des cibles privilégiées du choc de simplification souhaité par le Président de la république ».*